



Édition abonnés vendredi 31 juillet 2009

FAITS DU JOUR

Crise des fruits et légumes : manifestation sous contrôle au péage du Boulou

Distribution et déversement de fruits aux entrées d'autoroute étaient au programme de ce rassemblement solidement encadré par les forces de l'ordre.



Le fait est tellement inhabituel qu'il mérite d'être souligné. Du point de rendez-vous au péage de Perpignan sud à l'échangeur du Boulou, où ils procédèrent à une distribution gratuite de fruits et légumes, les manifestants ont été surveillés et escortés par les services de police et de gendarmerie.

Une alternative aux opérations "coup de poing", négociée semble-t-il la veille par les responsables agricoles en préfecture pour éviter tout débordement, réguler la circulation et sécuriser le périmètre du rassemblement. Car, en définitive, comment peut-on imaginer un été dans notre Midi sans manifestation agricole, tant le sujet est récurrent et s'impose aux usagers de nos autoroutes, conjonctures obligent, depuis au moins trois décennies ? C'est pour ne pas rompre avec ce scénario de saison que débutait, par une belle opération escargot, cette trentième journée de juillet.

Arrivés au péage du Boulou, maraîchers et arboriculteurs ont déchargé leurs productions respectives sur le bitume pour les distribuer aux automobilistes en provenance d'Espagne. Une opération perçue favorablement par les touristes à qui les paysans ont expliqué la crise qu'ils traversent, désignant la responsabilité des importations et celle des distributeurs. Un tract invitait même à consommer français en rappelant que 20 000 emplois dans les P.-O. dépendaient de ce geste.

Le soutien des Gardois

C'est Claude Jorda, président de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles qui, dans la foulée, prenait la parole pour indiquer les règles à observer au cours de cette manifestation où étaient également présents quarante producteurs gardois. Il rappela aux agriculteurs qu'ils étaient sur un terrain privé et qu'aucune marchandise ne devait y être déversée, la consigne étant de laisser passer les voitures et de ne toucher à aucun camion arrivant d'Espagne. Des camions frigos qui n'avaient pas attendu les manifestants pour stopper leurs trajets de l'autre côté de la frontière, par crainte peut-être d'être confrontés à d'éventuels incidents ou contrôles envisageables dans le cadre de pareille mobilisation. Une mobilisation d'envergure où 300 agriculteurs s'étaient donnés rendez-vous pour exprimer tout leur mécontentement. Les responsables syndicaux rappelèrent, à ce titre, qu'ils réclamaient l'application du coefficient multiplicateur, une année blanche sur les charges et l'implication de l'Etat dans la lutte contre le dumping social. Selon Pierre Giovanelli et Gérard Majoral, responsables de la filière pêche : *"Toutes les zones de productions départementales*

sont représentées ici à l'occasion de cette opération qui se veut symbolique. Mais le ton risque d'être moins conventionnel dans les jours à venir si les cours ne remontent pas".

Embouteillages et pneus incendiés

C'est vers 11 heures du matin que le député maire du Soler François Calvet s'est rendu sur les lieux, accompagné des représentants des députés Daniel Mach et Jacqueline Irlés (lire ci-dessous). S'en suivait un échange soutenu avec, d'un côté des producteurs qui envisageaient de cesser leur activité malgré l'induction sociale qu'elle génère et, de l'autre, un parlementaire qui exprimait toute sa compassion en évoquant le lobbie des distributeurs et les difficultés à faire appliquer, par Bercy, le coefficient en question. Vers midi, le cortège se reforma pour regagner, à 10 km/h de moyenne, Perpignan Sud où le contenu de cinq camions bennes fut déversé entre l'autoroute et la rocade.

Ce qui suscita l'exaspération de bon nombre d'automobilistes coincés dans un impressionnant embouteillage entre les marchandises déversées, les pneus incendiés et les cabines à péages. Non loin de là, bien embusquée, une compagnie de CRS veillait. Elle n'eut pas à intervenir car, de toute évidence, les consignes furent bien respectées.

Jean-Paul Pelras